Essai critique

Clara E. Mattei (2022) *The Capital Order: How Economists Invented Austerity and Paved the Way to Fascism*. Chicago: University of Chicago Press. ISBN 978-0-226-81839-9. 480 pp. US$30.00 (hardcover)

Compte rendu par
Walden Bello, State University of New York at Binghamton[1], USA

Lorsque nous combattions les programmes d'ajustement structurel, ou d'austérité, imposés par le FMI et la Banque mondiale dans les années 1980 et 1990, beaucoup d'entre nous pensaient être confrontés à une stratégie élaborée principalement en réaction au compromis social-démocrate avec le capital dans le Nord global et aux initiatives développementalistes conduites par l'État dans le Sud global. Nous savions bien sûr que le néolibéralisme puisait son inspiration intellectuelle dans l'économie politique classique du XIXe siècle, favorable au libre marché.

Ce que peu d'entre nous avaient compris à l'époque, c'est que la contre-révolution néolibérale qui prit son essor à la fin des années 1970 avait connu une première manifestation au début du XXe siècle, qui avait constitué un arsenal théorique et politique dans lequel le mouvement néolibéral ultérieur allait largement puiser.

The Capital Order: How Economists Invented Austerity and Paved the Way to Fascism de Clara Mattei est une remarquable synthèse de recherche d'archive, de déconstruction idéologique et d'économie politique. L'ouvrage nous plonge dans l'immédiat après-Première Guerre mondiale, une période marquée par un conflit de classes d'une intensité exceptionnelle. Si la Révolution d'Octobre est bien connue, la situation en Europe occidentale l'est beaucoup moins. Or celle-ci fut également le théâtre d'une contestation révolutionnaire du capitalisme, certes moins violente mais néanmoins profonde. Mattei montre de manière convaincante comment le rôle de l'État dans le contrôle de l'ensemble de l'économie pendant la guerre conduisit involontairement à une « dénaturalisation » de l'économie de marché. Les prétendues « lois du marché » apparurent alors pour ce qu'elles étaient : un projet politique au bénéfice d'une minorité, donnant aux travailleurs un aperçu d'un ordre social alternatif possible.

[1] Une version antérieure et plus courte de cet essai critique a été publiée sous le titre « Capital's Organic Intellectuals » dans Foreign Policy In Focus, le 8 juin 2026, https://fpif.org/capitals-organic-intellectuals/. Reproduit avec autorisation. L'auteur a révisé le texte et y a ajouté une discussion conclusive, rédigée pour le *Global Labour Journal*. Le présent texte est publié sous la forme d'un essai critique et dépasse donc la longueur habituellement prévue pour les comptes rendus d'ouvrages de la revue.

Les reconstructionnistes et *L'Ordine Nuovo*

En se concentrant sur la Grande-Bretagne et l'Italie, Mattei analyse les deux principales réponses à l'effervescence révolutionnaire. D'un côté, l'« élite reconstructionniste éclairée » cherchait à acheter la paix sociale en confiant à l'État un rôle actif dans l'amélioration du logement ouvrier, la mise en place d'assurances sociales contre la vieillesse et l'invalidité, ainsi que l'élargissement des possibilités d'éducation. Ces politiques supposaient toutes des budgets publics expansifs. Les reconstructionnistes ne formaient ni un groupe homogène ni un mouvement visant à abolir l'ordre social hiérarchique existant. Ils partageaient néanmoins une « aversion pour l'individualisme concurrentiel et le capitalisme de laissez-faire », contestant ainsi profondément la doctrine économique qui avait constitué pendant des siècles la pierre angulaire de l'accumulation du capital. À bien des égards, ils furent les précurseurs idéologiques des économistes keynésiens de l'après-Seconde Guerre mondiale. Les reconstructionnistes déclenchèrent une dynamique de renforcement mutuel entre les réformes et la conscience de classe ouvrière, de sorte que, « ironiquement, les réformateurs, qui avaient plié les lois de fer du marché afin d'éviter une révolution, contribuèrent en réalité à en susciter une autre ». La principale expression de cette radicalisation fut le groupe turinois *L'Ordine Nuovo*, animé notamment par les jeunes Antonio Gramsci, Palmiro Togliatti et Angelo Tasca.

On rencontre souvent Gramsci uniquement en tant que théoricien, auteur des nombreuses intuitions contenues dans les *Cahiers de prison*. L'un des grands mérites du livre de Mattei est de montrer comment ces idées furent forgées dans l'action. Avec ses camarades, Gramsci s'efforçait de transformer une révolte spontanée de la classe ouvrière en mouvement révolutionnaire organisé. Le mouvement des occupations d'usines, qui se diffusa de Turin à l'ensemble de l'Italie du Nord, reposait sur quatre intuitions fondamentales issues de la lutte industrielle. La première consistait à reconnaître qu'il n'existe aucun ordre naturel des choses : les rapports de marché, et notamment la vente de la force de travail contre un salaire, sont en réalité des constructions sociales exprimant le pouvoir d'une classe sur une autre.

La deuxième intuition était que si le rapport entre le travail et le capital reposait sur l'exploitation plutôt que sur une complémentarité fonctionnelle, il revenait alors aux travailleurs de construire un nouveau rapport aux moyens de production en en assumant eux-mêmes la gestion, principalement par l'intermédiaire des conseils d'usine. Troisièmement, la praxis occupait une place centrale dans la création de nouvelles relations entre les travailleurs et les machines, ainsi qu'entre les travailleurs eux-mêmes. Comme l'écrit Mattei, *L'Ordine Nuovo* constitua une expérimentation grandeur nature de la onzième thèse de Marx sur Feuerbach : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde ; il s'agit maintenant de le transformer ». L'expérience pratique acquise au sein des conseils d'usine était conçue comme la « nouvelle école » du peuple. Les conseils représentaient « l'expression vivante de la praxis » et leurs règles garantissaient l'unité de la théorie et de la pratique, condition essentielle de l'autogouvernement.

Enfin, le dernier principe qui animait Gramsci et ses camarades était l'unité de la politique et de l'économie, par opposition à la séparation entre une sphère politique formellement démocratique et une sphère économique autonome gouvernée par des lois prétendument immuables échappant au contrôle des individus. Comme l'écrivait Gramsci :

Né du travail, le conseil adhère au processus de production industrielle... en son sein, économie et politique fusionnent ; l'exercice de la souveraineté y coïncide avec l'acte de production lui-même... c'est là que se réalise la démocratie prolétarienne.

Sauver le capital

Les grandes vagues de grèves en Grande-Bretagne et les occupations d'usines en Italie durant les années 1919-1920 donnèrent aux élites le sentiment que la classe ouvrière européenne tenait le capitalisme à la gorge. C'est à ce moment critique que les technocrates de l'économie entrèrent en scène. Des figures telles que R.G. Hawtrey et Otto Niemeyer en Grande-Bretagne, ou encore Alberto De Stefani, Maffeo Pantaleoni, Umberto Ricci et Luigi Einaudi en Italie, comprirent que l'enjeu n'était pas simplement de rétablir l'ordre économique et politique. Plus fondamentalement, il s'agissait de reconstruire l'hégémonie idéologique sur les travailleurs, ébranlée par la combinaison explosive de l'économie de guerre, du réformisme social et de l'insurrection ouvrière. En d'autres termes, il fallait restaurer les conditions idéologiques permettant à l'accumulation du capital de se poursuivre.

Bien qu'ils aient souvent travaillé de manière relativement indépendante les uns des autres, ces technocrates élaborèrent un paradigme économique dont la pierre angulaire était l'épargne. Selon eux, l'économie ne pouvait fonctionner sans épargne, celle-ci étant indispensable à l'investissement productif. L'épargne devait donc être dirigée vers ceux qui étaient capables de l'investir plutôt que de la consommer, à savoir les capitalistes ou entrepreneurs, figures incarnant les vertus de l'austérité. Dans cette perspective, les travailleurs apparaissaient soit comme incapables d'épargner, soit comme des consommateurs de ressources qui auraient pu être investies, soit encore comme des acteurs inaptes à gérer le processus transformant l'épargne en investissement productif au bénéfice de l'ensemble de la société.

Les technocrates s'efforcèrent de présenter ce paradigme de l'austérité comme l'expression de lois économiques universelles, tout en étant parfaitement conscients qu'il avait été conçu pour réaffirmer le contrôle de la classe capitaliste. Leur ambition n'était toutefois pas seulement intellectuelle. Ils cherchaient également à amener les individus à intérioriser moralement l'austérité. D'où l'importance accordée aux vertus de l'épargne, de la sobriété et de la frugalité.

Restaurer la hiérarchie de classe

L'austérité comportait plusieurs dimensions étroitement articulées. La dimension budgétaire consistait à réduire les dépenses publiques ou à en contenir la progression. La dimension monétaire reposait sur le maintien de taux d'intérêt élevés et sur l'ancrage de la monnaie à l'or. Enfin, la dimension industrielle visait à contenir les salaires afin de garantir un niveau élevé d'investissement. Il est frappant de constater à quel point la version plus récente de l'austérité incarnée par les programmes d'ajustement structurel des années 1980 est demeurée fidèle à ce modèle originel. Il est tout aussi remarquable que, dans les deux cas, cette stratégie ait échoué à produire la croissance économique promise, en raison précisément des contradictions internes relevées par ses critiques.

Comme je le soulignais dans mon ouvrage *Dark Victory* publié en 1994, les cas véritablement réussis d'ajustement structurel furent extrêmement rares. La raison en était que les principaux mécanismes de ces politiques enfermaient les économies dans ce que j'appelais une « trappe de stagnation », dans lequel « l'augmentation du chômage, la réduction des dépenses sociales, la baisse de la consommation et la faiblesse de la production interagissent pour créer un cercle vicieux de stagnation et de déclin, plutôt qu'un cercle vertueux de croissance, d'augmentation de l'emploi et de l'investissement, tel qu'initialement envisagé par la théorie de la Banque mondiale ».

L'explication proposée par Mattei à ce paradoxe apparent est que l'austérité n'a jamais été conçue pour restaurer la croissance. Cet objectif relevait avant tout de la rhétorique destinée à tromper les travailleurs comme les reconstructionnistes. Le véritable but était de réparer les rapports de classe fragilisés par les conflits sociaux et de redonner vigueur à ce qu'elle appelle « l'ordre du capital ».

La coercition au service du consensus

L'offensive idéologique menée par les technocrates visait à la fois à désarmer idéologiquement la classe ouvrière et à discréditer les reconstructionnistes. En Italie, cependant, face au processus de libération intellectuelle impulsé par *L'Ordine Nuovo*, les technocrates comprirent que le désarmement idéologique devait être accompagné de violence. Pour reprendre les termes de Mattei, inspirés de Gramsci, consensus et coercition forment un couple indissociable. La terreur fasciste contre les travailleurs insurgés ainsi que le régime autoritaire instauré par Mussolini après la prise du pouvoir par les fascistes furent nécessaires pour recréer un environnement social propice à une accumulation du capital sans entraves.

Comme le montre Mattei, Mussolini bénéficiait du soutien d'une partie importante de l'establishment international, y compris de personnalités se réclamant du parlementarisme démocratique dans leur propre pays. Tel était notamment le cas de Montagu Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre, qui, tout en regrettant l'élimination de l'opposition politique par Mussolini, écrivait à son ami John Pierpont Morgan Jr. que « le fascisme a certainement rétabli l'ordre à partir du chaos au cours des dernières années [...]. Le Duce était l'homme qu'il fallait à un moment critique ».

Cette condamnation hypocrite de la violence fasciste, combinée à l'approbation du « nettoyage » idéologique opéré par les technocrates, se reproduisit un demi-siècle plus tard au Chili. L'establishment international déplorait alors les assassinats et les emprisonnements massifs commis sous la dictature du général Augusto Pinochet tout en célébrant les « Chicago Boys » inspirés par Milton Friedman, qui recréaient les conditions institutionnelles nécessaires au rétablissement de l'économie de marché après les politiques interventionnistes de Salvador Allende. Le Chili du début des années 1970 servit ainsi de laboratoire aux politiques d'ajustement structurel, ensuite étendues à plus de soixante-dix pays du Sud global au cours des deux décennies suivantes.

Le récit de Mattei montre clairement que les économistes et les technocrates ne sont pas de simples instruments de la classe capitaliste. Ils jouent un rôle essentiel dans la reproduction du capitalisme, et leur autonomie relative devient particulièrement visible dans les périodes de crise. L'élite managériale américaine de la fin des années 1970 pouvait certes se montrer insatisfaite du compromis social représenté par la triade du « Big Business », du « Big Government » et du « Big Labor », mais elle était prête à s'en accommoder. Ce ne sont pas ces milieux qui furent à l'origine du tournant néolibéral. L'impulsion décisive vint plutôt d'économistes animés de convictions idéologiques profondes, tels que Milton Friedman, George Stigler ou Arnold Harberger, qui menèrent l'offensive destinée à restaurer l'hégémonie du capital par la désorganisation et l'affaiblissement du mouvement ouvrier.

Pour reprendre la terminologie de Mattei et de Gramsci, les économistes sont les intellectuels organiques de l'ordre du capital.

L'actualité de Mattei pour la crise contemporaine du capital

L'approche théorique et méthodologique de Mattei présente un intérêt majeur non seulement pour l'histoire des rapports entre capital et travail, mais également pour réfléchir aux trajectoires possibles de la crise actuelle du capitalisme. Les idées ne constituent pas un simple reflet passif des intérêts matériels, pas plus que l'État n'est un simple instrument au service du capital, chargé de réprimer les conflits sociaux, comme tend parfois à le suggérer une lecture instrumentaliste. Les idées comme l'État disposent d'une autonomie relative qui devient particulièrement visible dans les moments de crise, lorsque intellectuels et technocrates jouent un rôle de premier plan dans la redéfinition des rapports sociaux en proposant de nouveaux cadres interprétatifs et de nouvelles formes d'hégémonie.

Mattei montre que, tant dans l'après-Première Guerre mondiale que lors du tournant néolibéral de la fin des années 1970, les économistes et les technocrates ont pris l'initiative pour sortir d'un blocage entre capital et travail. Ils y sont parvenus en attribuant les tensions inflationnistes au travail et en convainquant des secteurs influents de la société que la stabilisation économique exigeait l'affaiblissement du pouvoir des travailleurs. Le mouvement ouvrier fut ainsi progressivement placé sur la défensive avant d'être largement désarmé.

L'histoire montre toutefois qu'une évolution inverse est également possible, même si Mattei n'insiste guère sur ce point. À la suite de la Grande Dépression et de la Seconde Guerre mondiale, des économistes et technocrates keynésiens jouèrent un rôle déterminant dans la construction d'un compromis entre capital et travail fondé sur l'augmentation de la rentabilité grâce à l'expansion de la demande effective et à la hausse des salaires. Ils inaugurèrent ainsi une période de réformes associée au compromis social-démocrate de l'après-guerre.

Alors que le néolibéralisme traverse aujourd'hui une crise profonde, les intellectuels et les technocrates se retrouvent à nouveau en position d'influencer la formation d'un nouveau paradigme hégémonique. Ce processus évoluera-t-il dans la direction souhaitée par l'extrême droite, vers des formes plus autoritaires de capitalisme ? Ou s'orientera-t-il vers la gauche, comme ce fut le cas avec le keynésianisme d'après-guerre, au point peut-être de susciter des dynamiques allant au-delà du capitalisme lui-même ?

Références

Bello, W. (1994) *Dark Victory: The United States, Structural Adjustment, and Global Poverty*. Londres : Pluto Press.

Bello, W. (2026) *Capital's Organic Intellectuals*. *Foreign Policy In Focus*, 8 juin. https://fpif.org/capitals-organic-intellectuals/ (consulté le 28 juillet 2026).

NOTE BIOGRAPHIQUE

WALDEN BELLO, PhD, est actuellement coprésident du conseil d'administration de l'institut de recherche et de plaidoyer Focus on the Global South, basé à Bangkok, chercheur associé au Transnational Institute d'Amsterdam, et professeur émérite à la fois de l'Université des Philippines et de l'Université d'État de New York à Binghamton. Lauréat du Right Livelihood Award (également connu sous le nom de prix Nobel alternatif), il est l'auteur, coauteur ou directeur de

publication de 26 ouvrages, dont les plus récents sont *Global Battlefields: Memoir of a Legendary Public Intellectual from the Global South* (2025) et, avec Don Kalb, *Backlash: The Global Rise of the Radical Right* (Londres : Pluto Press, 2026).